

LA RÉSISTANCE VAROISE ET LE DÉBARQUEMENT DE PROVENCE



SOMMAIRE

- P.2 :** Parole politique *André Prone*
- P.3 :** Edito : « La double besogne » à l'ordre du jour : *Jean Pierre Kaspereck*
- P. 4 à 9 :** La résistance varoise et le débarquement en Provence : *Alain Henckel*
- P. 10 :** Les conférences à venir
- P. 11 :** Flor de barricada
L'association locale de l'ANACR
- P. 12 :** Les publications de l'Institut

Bourse du Travail 13 avenue Amiral Collet - 83000 TOULON

Tel: 04 94 18 94 50

Site Internet: www.ihs-cgt-var.org/ mail: ihs.cgt83@gmail.com Directeur de la publication: Yves Pellegrino

N° CPPAP: 1028 G 92389 - Journal imprimé par nos soins.

Par André Prone

Secrétaire Général de L'IHS CGT VAR

Article paru dans le Journal l'Humanité du 5 septembre 2024

La situation politique actuelle est marquée par la montée de mouvements et de figures politiques que l'on peut qualifier de fascistes, telles que Marine Le Pen en France, Giorgia Meloni en Italie ou Donald Trump aux États-Unis, parmi d'autres. Mais, pour comprendre ce phénomène, il importe d'analyser la dynamique de fascisation des droites néolibérales et social-libérales à l'échelle nationale et internationale, ainsi que ce que cela implique pour les forces de gauche, les mouvements sociaux et les problématiques écologiques.

Il serait naïf ou contre-productif de se concentrer uniquement sur les figures de l'extrême droite sans examiner le phénomène plus large de fascisation qui touche toutes les droites néolibérales et social-libérales, dont la macro-économie et ses équivalents occidentaux sont parmi les principaux protagonistes.

Ce processus, théorisé par Von Hayek et Milton Friedman au cours de la grande dépression des années 1930, et que l'on peut qualifier de néolibéralisme factieux, n'a d'autre but que de renflouer le capitalisme. Des personnalités comme Le Pen, Meloni, Trump et d'autres, ainsi que leurs mouvements, ne sont que la partie émergée de l'iceberg de ce *nouveau bloc bourgeois* qui œuvre pour sortir le capital décadent de sa crise systémique et environnementale. En effet, derrière ces figures fascistes se cache, notamment depuis la prétendue crise pétrolière des années 1970, ce *bloc bourgeois* incarné par les droites classiques et les courants social-libéraux, qui cherchent à protéger le capitalisme à tout prix tout en faisant mine de combattre certains mouvements ouvertement fascistes. Ce soutien implicite, entre l'extrême droite, la droite

classique et certaines branches du social-libéralisme, se manifeste principalement dans la défense du "soldat CAPITAL". Leurs objectifs communs, parfois dissimulés, sont d'autant plus importants qu'ils sont soutenus par des institutions supranationales, telles que le FMI, l'OMC, l'Union Européenne et l'OTAN, dont le rôle crucial dans le maintien de l'ordre néolibéral factieux mondial est à souligner.

Par conséquent, attaquer les figures politiques de l'extrême droite et leurs mouvements, sans analyser l'ensemble des objectifs capitalistes qui les sous-tendent, peut conduire à une compréhension superficielle des enjeux idéologiques et géopolitiques en cours. Pour construire une riposte politique et écologique efficace, il importe de distinguer entre le bloc électoral et le bloc social. Bien que l'importance du premier ne doive pas être négligée, la priorité doit être donnée à la construction d'un bloc social capable de mener des luttes sociales et écologiques de grande envergure, tout en travaillant à construire des solidarités de classe et des pratiques relevant de ce que nous pourrions qualifier de *quotidien-été écomuniste*. Cela est particulièrement pertinent face à une social-démocratie qui, tout en se réclamant de la gauche, est loin d'être une force de transformation et agit avant tout comme un accompagnateur du néolibéralisme.

La question centrale consiste donc à savoir comment contenir et renverser ce *nouveau bloc bourgeois fascisant*, notamment avec la faiblesse des forces qui prétendent incarner un bloc électoral de rupture. La construction d'un bloc social solide et organisé est indispensable pour contrer efficacement les dynamiques fascistes. Cela nécessite une mobilisation intense, une éducation politique approfondie et la formation d'alliances stratégiques au sein des mouvements de gauche et progressistes, des forces syndicales, associatives, écologiques et citoyennes, sur de véritables positions de classe. Voilà pourquoi l'analyse politique de la situation actuelle doit se situer au-delà des figures individuelles et examiner les dynamiques systémiques et idéologiques qui sous-tendent la montée des droites fascistes.

Quant à la riposte, elle nécessite une claire distinction entre le bloc électoral et le bloc social (dans lequel la CGT a un rôle central à jouer), capable de porter une véritable transformation politique, sociale, culturelle et écologique. Le rôle du Nord global dans ce processus doit également être pris en compte, car les pays qui le composent jouent un rôle de premier plan dans la perpétuation des politiques néolibérales factieuses du nouveau front bourgeois à l'échelle nationale et internationale.



Nous venons de vivre un de ces moments où la bourgeoisie confisque la démocratie. Ce n'est pas la première fois. La grande majorité des travailleurs et travailleuses ont pu se rendre compte, s'il en était encore nécessaire, que la démocratie, emprisonnée dans le cadre de la Cinquième République, est « toxique » pour la classe ouvrière.

Comment cela est-il possible ? Quelques éléments d'histoire : le putsch d'Alger du 13 mai 1958 a marqué le retour du Général De Gaulle aux fonctions de Président du Conseil (Premier ministre de l'époque) le 1er juin. Il demande alors à Michel Debré de présenter la nouvelle Constitution et de mettre en œuvre la Cinquième République en tant que Premier ministre. Cette nouvelle Constitution subordonne le Parlement au Président. Le régime présidentiel élève le Président au rang de monarque, faisant de lui la « clé de voûte » de l'édifice bourgeois. Ses pouvoirs sont extrêmement étendus, et s'il fallait un exemple, il est suffisamment proche de nous : le gouvernement, au service du « monarque Macron », a fait adopter par le 49.3 l'impopulaire réforme des retraites à 64 ans en 2023. Plus récemment, au mépris du vote majoritaire des travailleurs et travailleuses, il a nommé Michel Barnier comme Premier ministre, dont les méfaits antisociaux ne sont plus à prouver. La Gauche avait promis de continuer le combat contre les lois scélérates. La promesse fut tenue. La dissolution du Parlement du 9 juin 2024, autre exemple de pouvoir anti-démocratique conféré au Président, a donné au Nouveau Front Populaire l'opportunité de se faire connaître sur la scène politique avec son programme social et économique, dans lequel figure, entre autres, l'abrogation de la contre-réforme des retraites de 2023. Mais revenons à la Constitution de 1958 : les articles 49, 47.1, 44.3 sont antidémocratiques, tout comme l'article 38 qui permet au gouvernement de légiférer par ordonnance. L'article 16, quant à lui, autorise, en cas d'insurrection ou de grève générale paralysant l'économie nationale, la concentration des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, qui sont les outils permettant au Président, même si son gouvernement est minoritaire, de ne jamais perdre la main. La reconquête de la gouvernance du prolétariat passera inévitablement par la fin de la Cinquième République et de sa Constitution, ainsi que par la fin de son « coup d'État permanent ».

« Nombreux furent les militants des partis politiques, des associations et de la CGT à honorer les engagements faits aux travailleurs. L'élan démocratique fut extraordinaire ; la lutte des classes n'est pas morte, n'en déplaise à Macron et aux bourgeois de tous poils. La classe ouvrière, les employés et tous ceux qui louent leur



force de travail dans un rapport de subordination au patronat ont relevé la tête et exprimé leurs volontés : retrait de la contre-réforme des retraites, augmentation du SMIC, augmentation des pensions et retraites... Ce n'est que partie remise, nous finirons bien par y arriver !

Difficiles furent les critiques à l'encontre de la CGT dans sa participation à la campagne législative. Pourtant, notre engagement tout au long de notre histoire est vérifiable. Nous ne pouvons rester les bras croisés alors que l'extrême droite et ses composantes les plus sulfureuses marchaient vers

le pouvoir. De plus, la CGT est signataire de la Charte d'Amiens, dont le sens d'indépendance de classe est trop souvent déprécié. Adoptant des positions trop souvent réformistes, nous abandonnons au pseudo-dialogue social la transformation de notre société : le pouvoir économique, social et politique, abandonnant de fait la classe et la masse. Pourtant, la double besogne scelle dans un mouvement irréversible la lutte antagonique de notre classe face à la classe bourgeoise ; « la lutte des classes est le moteur de l'histoire ». Nous l'avons répété tout au long du mois de juin : « La CGT est indépendante, pas neutre ».

Nous ne pouvons finir cet éditorial sans évoquer la guerre en Palestine, qui pourrait être classée comme génocidaire d'après la Cour internationale de Justice. Israël, dans sa guerre contre le Hamas, surréagit et massacre le peuple palestinien. Même les meurtres du 7 octobre 2023 ne justifient pas de tels actes. Les causes de ce conflit sont bien antérieures à cet événement ; la Nakba de 1948 en est l'origine. Quelle que soit la classification des actes commis, il en résulte que plus de 180 000 personnes, dont 70 % seraient des femmes et des enfants, sont blessées ou jonchent le sol de Palestine. Nous ne pouvons que constater, faute de réaction plus juste des Nations Unies, la mort clinique du droit international ; le péril est grand pour l'avenir de son application et pour la paix dans le monde.

La CGT, signataire de l'appel pour la paix à Gaza, et ses militants, chaque samedi depuis plusieurs mois, ainsi que la société civile et associative, manifestent leur indignation dans les rues de Toulon et d'ailleurs, empêchant l'oubli et appelant à l'application du droit international.

Le Bureau de l'Institut vous invite à parcourir les différents articles proposés dans nos journaux : Mémoires vivantes, analyses politiques, pages d'histoire... Ils ont l'humble souci de chercher à comprendre les rouages sociaux, politiques et historiques, afin d'éclairer notre avenir. Vous pouvez aussi retrouver notre journal sur le site Internet et sur Facebook en recherchant : ihs CGT Var. « Socialisme ou barbarie », disait Rosa Luxemburg !

Par Alain Henckel

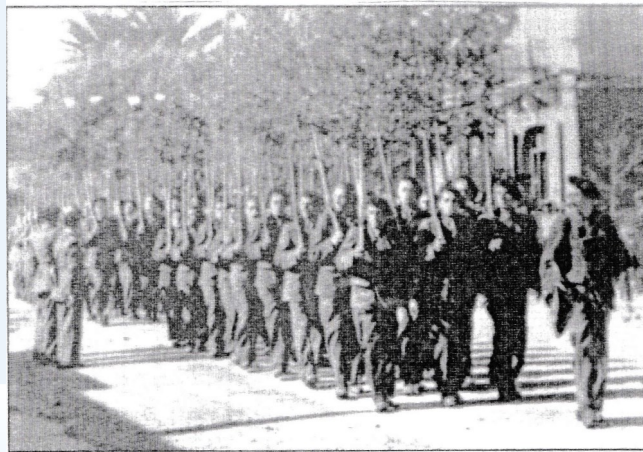
A l'heure d'une formidable entreprise de révisionnisme, de tentatives d'inversion des valeurs et des repères, les descendants de Vichy et des collabos étant présentés comme d'authentiques républicains (participant même, comble de l'ignominie, à la cérémonie de panthéonisation de Missak et Mélinée Manouchian) et les forces de gauche comme anti-démocratiques et antisémites, à l'heure où l'extrême droite possède de nombreux leviers pour porter ses idées au pouvoir, il nous a semblé utile, dans le cadre du combat d'idées pour la vérité historique, de revenir sur cette période qui a vu la Résistance, mouvement populaire (les maquis n'auraient jamais pu tenir sans le soutien multiformes de la population), jouer un rôle essentiel dans la libération de notre pays de l'occupation nazie et de ses complices français dont certains sont à l'origine de la création du FN de Le Pen.

D'autant que notre département a servi de cadre à deux des événements les plus importants de la période, le sabordage de la flotte à Toulon, le 27 novembre 1942, et le débarquement allié du 15 août 1944 sur les plages des Maures. Si le premier n'est pas un acte de résistance, le second, par contre, a été appuyé par l'action des résistants provençaux en général et varois en particulier. Une action qui est généralement sous-estimée et souvent absente des manuels scolaires comme des discours officiels tels ceux récemment prononcés dans le cadre de la commémoration des 80 ans des débarquements.

Dans un département marqué par l'importante présence à Toulon de la Marine qui est un des piliers du régime de Vichy, les premiers groupes d'opposants ou de résistants à la politique de collaboration se forment dès l'automne 1940, la Résistance ayant été dans la région plus précoce et plus importante qu'on ne le croit généralement.

LA RESISTANCE EN 1944 :

Au printemps 44, la Résistance varoise est en ordre dispersé, politiquement divisée notamment entre communistes et mouvements de la mouvance socialisante. Les trois principaux mouvements non communistes se sont regroupés dans les MUR (Mouvements Unis de la Résistance) début 43. A l'initiative des MUR se met en place l'un des premiers en France (sinon le premier) comité de coordination de la Résistance qui se réunit dans les faubourgs de Toulon le 23 avril 43.



*Les volontaires du « régiment des Maures »
défilent à Cavalaire*

A l'automne 43 il est transformé en CDL (Comité Départemental de la Libération), composé de douze membres dont un seul communiste. La CGT est représentée par un "confédéré" socialisant qui sera remplacé par un "unitaire" à la demande du PCF qui fait aussi admettre un représentant du Front National (organisation qui regroupe des résistants d'horizons divers et des organisations comme le PCF, la CGT clandestine, les Femmes françaises, les jeunesses communistes

Autour des MUR et de l'Armée Secrète (AS) qu'il contrôle, se constitue le pôle le plus important de la Résistance locale, implanté dans tout le département avec différentes ramifications : réseaux de renseignements, maquis, noyautage.....

La Résistance communiste connaît un essor très important à partir de 43. Sa partie la plus dynamique est constituée par les FTP et des militants syndicaux. En février-mars 43 est créé un des plus importants maquis de Provence dans les Maures (camp "Faïta" du nom d'un jeune communiste marseillais guillotiné) qui aura une grande activité, subira la répression nazie, mais sera actif jusqu'à la Libération. Des Italiens et des Bulgares, souvent anciens des Brigades Internationales évadés des camps d'internement, animent les FTP-MOI particulièrement actifs à Toulon). Les militants communistes sont à l'origine de la reconstitution clandestine de la CGT dans l'arsenal de Toulon et les chantiers navals de La Seyne. le Parti communiste se montre désormais un partenaire difficile pour les MUR dont il conteste le pouvoir au sein du CDL et la stratégie, dénoncée comme Attentiste.

En 1944, la CGT crée les Milices Patriotiques formées par des résistants des entreprises pour protéger les installations de la destruction par les allemands et assurer l'ordre public à la Libération

43 et début 44, les actions de la Résistance se multiplient : 308 dans le Var entre janvier et mai 44 dont 138 attentats ou sabotages

D'autres organisations, en marge des MUR, existent et mènent diverses activités, notamment de renseignements.

6 juin 1944 : Les Alliés débarquent en Normandie. En Provence, la Résistance a été informée que le débarquement de Provence aurait lieu en même temps. Depuis le 1er juin, tous les messages passés sur la BBC confirment "l'alerte générale". Le 5 juin, elle diffuse le message "Méfiez-vous du toréador" annonçant l'arrivée des alliés. Le 6 juin, à 17H, De Gaulle, lui-même, appelle les français à participer à la "bataille suprême" en "combattant par tous les moyens...pour détruire l'ennemi"... Le même jour, le haut commandement FTPF de la zone sud appelle "à l'insurrection nationale et à assurer la libération de larges fractions du territoire national partout où le rapport de forces le permet" et on assiste dans toute la Provence, à une véritable "montée au maquis", une véritable levée en masse qui s'étend au-delà de la Résistance organisée.

Mais le débarquement de Provence a été reporté et la Résistance n'a pas été informée de ce report. Pour de nombreux historiens comme Jean-Marie Guillon (professeur émérite à l'Université d'Aix-Marseille, spécialiste de la Seconde Guerre mondiale, rédacteur d'une thèse sur la Résistance dans le Var: "*Les résistants du Sud-Est ont été sacrifiés*"..... "*la Résistance locale et régionale n'a pas été avertie du changement. Je présume que c'est intentionnel, pour tromper l'occupant. C'est une hypothèse* (Var Matin, ²² juin ²⁰²⁴)

Et nombreux seront les résistants à payer de leur vie cet épisode. C'est durant la période de juin à août 1944 que les pertes de la Résistance varoise seront les plus importantes. Dans toute la région, on estime à environ 500 le nombre de victimes lors de cette période.

Conformément aux ordres, des résistants se lancent dans la mobilisation insurrectionnelle. Les maquis, qui ont été rejoints par des centaines d'hommes, peu ou pas armés, sont mobilisés. Mais les jours passent, les armes qui devaient être parachutées n'arrivent pas, les Alliés non plus. Dans le secteur de Toulon, 500 maquisards se sont rejoints en différents lieux prévus, comme la ferme de Siou Blanc, à Signes. Le maquis Vallier (du nom de résistant de son chef Gleb Sivirine) fait mouvement autour de Canjuers, Draguignan, Aups. Un détachement forme le camp Robert basé à Saint-Martin-de Pallières, un autre le groupe "Saint Just" à Brue-Auriac ou encore le camp Valtelli (du nom d'un résistant salernois du maquis des Maures assassiné par les nazis) à Brovès (Canjuers), etc

Mais malgré ce "contretemps", malgré la répression, partout les résistants continuent à harceler l'ennemi pour le déstabiliser, à renseigner les Alliés par un important travail des différents réseaux pour préparer le terrain aux troupes qui débarqueront, à mobili-

ser la population pour préparer "l'après libération". Le travail de renseignement

... Et nombreux seront les résistants à payer de leur vie cet épisode....

notamment jouera un rôle très important dans la réussite du débarquement de Provence.

A partir du 10 juin, les nazis et leurs complices français réagissent violemment.

Le 7 juin, des FTP du camp Robert avaient tué 4 soldats allemands alors qu'ils avaient "occupé" Aups pendant quelques heures. Le 12 juin, organisant des représailles, les miliciens français encerclent le village d'Aups. Ils interceptent une camionnette du maquis Vallier, exécutant les 2 résistants qui l'occupaient. Il y aura plusieurs expéditions dans ce secteur ou celui de Canjuers entre juin et août 44 provoquant plusieurs dizaines de morts, maquisards ou non.



De Lattre en inspection dans l'arsenal de Toulon quasiment détruit par les bombardements

En juin 1945, la Résistance varoise inaugurerait plusieurs stèles et plaques commémoratives à Aups, dont une située sur la colonne érigée en 1881 en souvenir de l'insurrection varoise de 1851 contre le coup d'état de Napoléon Bonaparte et de la "bataille d'Aups" du 10 décembre 1851 au cours de laquelle les insurgés varois ont été sabrés et dispersés (Cf notre revue N°31 de déc. 2021)

Le 16 juin, l'ordre de dissolution arrive enfin au maquis du Siou-Blanc dans une situation très difficile : manque d'eau, de vivres, d'armes. Les FFI arrivent à temps à se disperser, mais huit jeunes maquisards sont repérés et arrêtés par les allemands qui les fusilleront le lendemain dans le vallon de la Rouvière au Castellet. 2 autres sont tués dans les bois de Méounes le 20 juin. D'autres résistants, onze au total, furent arrêtés après la dissolution. Maltraités à Hyères, siège de la GFP, emprisonnés à Toulon, ils furent jugés le 6 juillet et condamnés à mort. Transférés à Fresnes le 4 août, ils furent libérés le 18 au cours des péripéties de l'insurrection parisienne.

Entre le 6 juin et le 15 août (non compris), 375 actions de résistance ont été recensées (1) soit 22,6% du total enregistré depuis 1940. La période est marquée par le développement de l'action de masse. Manifestations et grèves enregistrent un bond spectaculaire. La campagne lancée fin juin par les communistes pour revendiquer 500 g de pain est marquée par un vingtaine de manifestations de femmes et 14 grèves. L'action culmine dans la semaine qui encadre le 14 juillet : manifestations de ménagères, coups de main des maquisards, diffusions de tracts et journaux accompagnent les manifestations patriotiques du 14 qui ont lieu dans plusieurs localités. La plus spectaculaire se déroule à Hyères, avec environ 5000 participants, 1000 à Toulon, 500 à La Seyne, des centaines à Draguignan, Tourves, Saint-Tropez, Sainte-Maxime, Aups, Salernes, Carqueiranne, Cabasse..... La direction départementale de la CGT clandestine lance un mot d'ordre de grève générale : dès le 11 juillet les travailleurs des chantiers navals de La Seyne sont en grève, à l'arsenal de Toulon le mouvement démarré dans quelques ateliers s'étend d'heure en heure, mais un important bombardement américain avec de nombreuses victimes, notamment à La Seyne, jettera la confusion. Le 14 juillet est le symbole de l'unité de la Résistance, par-delà les clivages politiques qui la divisent.

Toute la Résistance est au coude à coude ce jour-là, même si est reconnu que la Résistance communiste a pris une part essentielle à la réussite de la journée.

... La période est marquée par le développement de l'action de masse...

Suite à l'action du SD (service de sécurité des SS) de Marseille et à une trahison, Signes sera à nouveau

le théâtre de deux massacres, les 18 juillet et 12 août, coûtant la vie à 38 résistants (dans ce qui est devenu "le vallon des fusillés") dont plusieurs responsables importants de la Résistance provençale. Parmi eux, le Varois Georges Cisson (lieutenant-colonel des FFI, membre du directoire régional de la Résistance), le lieutenant Pelletier (lieutenant des Services spéciaux, chargé des liaisons maritimes clandestines entre la Corse et la presqu'île de Saint-Tropez), mais aussi le philosophe normalien François Cuzin qui, avant d'être un dirigeant de la Résistance bas-alpine, avait milité à Toulon au début des années 40.

Les semaines qui suivent sont ponctuées d'expéditions des occupants et de leurs hommes de main français : 13 morts le 22 juillet dans le secteur du Plan de Canjuers, 8 maquisards et 10 otages tués le 27 juillet au Bessillon (détachement Battaglia- Le 29 juillet, alors que le maquis isolait Cotignac en occupant le bureau de poste et en coupant les fils téléphoniques, presque tout le village participait aux obsèques des résistants enterrés là), 4 fusillés à Vins-sur-Caramy le 29, etc....

Malgré cette importante répression, l'heure est au combat presque ouvert. Les actions armées se multiplient, œuvres du Groupe franc Bruschini à Toulon, de la Brigade des Maures (FTP-AS) entre Sainte-Maxime et Le Lavandou, des camp FTP du Haut-Var, visant "collaborateurs" et occupants isolés. Le détachement FTP-MOI de Toulon se replie vers l'intérieur afin d'intégrer des arméniens, déserteurs de la Wehrmacht.



*Le Général Patch passe en revue les résistants
avant une remise de médailles*

Juillet 44, les maquisards du camp Faïta font sauter plusieurs locomotives et installations, notamment en gare de Carnoules. Repérés, ils doivent se déplacer quelques semaines plus tard.

Les "Gueules Rouges", qui extraient la bauxite dans la région de Brignoles, empêchent le départ vers l'Allemagne des wagons remplis de ce minerai stratégique car entrant dans la composition de l'aluminium, indispensable à l'économie de guerre. Les mineurs sabotent les voies ferrées, mais aussi les installations permettant de transporter la bauxite de la mine aux wagons.

LE DEBARQUEMENT:

A partir du 11 août, de violents bombardements touchent la côte varoise pour préparer le débarquement.

Dans la nuit du 14, les résistants de La Motte/Le Muy débarassent leur secteur des "asperges de Rommel" (piquets de plusieurs mètres plantés dans le sol pour empêcher des atterrissages) permettant ainsi l'atterrissage le lendemain de 408 planeurs avec 2600 soldats, 221 jeeps, 213 pièces d'artillerie et 500 tonnes de matériel. 7600 parachutistes sont largués autour de Draguignan, un vrai "débarquement aérien" qui sera poursuivi toute la journée du 15 avec d'autres forces. Dans la journée du 15, les troupes débarquent sur la plage du Dramont (prévu à Fréjus-plage pourvue de défenses allemandes trop puissantes, le débarquement a été détourné sur ce site secondaire). L'armée américaine est rejointe le 16 par l'armée française composée pour moitié de soldats issus d'Afrique du nord et des colonies.



Cogolin : la plaque portant une déclaration écrite du Général De Lattre de Tassigny

...Partout les troupes trouvent des résistants pour les guider et les appuyer dans les combats malgré leurs maigres moyens....

Partout les troupes trouvent des résistants pour les guider et les appuyer dans les combats malgré leurs maigres moyens. Les militaires arrivent souvent dans des communes déjà libérées par la Résistance qui a mis en place de nouvelles municipalités.

C'est le cas à Cogolin où, dès les premières heures du 15, sous la conduite d'Alix Macario, chef du maquis des Maures (militant communiste, ancien des Brigades Internationales en Espagne, qui sera Président de l'Amicale des Volontaires en Espagne Républicaine du Var dans les années 1980/90), les résistants du maquis, renforcés par des FFI et des troupes américaines poursuivent l'ennemi, faisant des dizaines de prisonniers. Les hommes du maquis des Maures occupent les points stratégiques, prennent d'assaut le Château de Trémouriès, fortin servant de point de contrôle de la vallée de La Môle, de la RN98 et de la sortie de Cogolin, bilan : 28 prisonniers et une énorme quantité d'armes et munitions de tous types. La voie est libre pour les troupes débarquées. A 10 heures, plus de soldats allemands dans Cogolin. A 15 heures, un détachement du maquis des Maures occupe l'Hôtel de Ville, Alix Macario destitue officiellement la "Délégation Spéciale" mise en place par Vichy et, à 17H30, confie l'administration de la ville au "Comité Local de Libération" (CLL) constitué à l'image du CNR. Autre action d'importance de la Résistance, le déminage de la Compagnie des Eaux que les allemands voulaient détruire. Cela profitera à la population, mais permettra aussi d'approvisionner les troupes débarquées dont Cogolin va devenir la principale tête de pont en vue de la libération de Toulon.

Arrivé le 16 au soir, le général De Lattre de Tassigny établit son P.C. dans la ville et préparera aussitôt la bataille de Toulon. Il rencontrera le jour même les responsables de la Résistance. Alix Macario qui participe à l'entrevue témoignera (2): "*pour y accéder (à Toulon NDLR), il fallait des guides: la Résistance est là. Il fallait des combattants à l'intérieur des places, la Résistance les a. Il fallait pour avancer plus vite et en sécurité ne pas s'occuper des arrières et des flancs, la Résistance s'en chargera*".

Après Cogolin, Grimaud, La Môle, La Garde-Freinet sont libérés, Cavalaire et Ste-Maxime l'ont été dans la matinée, St-Tropez en fin d'après-midi, puis Gassin, La Croix Valmer, Plan de la Tour.



Brignoles : les résistants inspectent les armes prises aux allemands

Le 16 août, à Lorgues, les FTPF attaquent un convoi allemand et font 300 prisonniers. A Draguignan, la préfecture du Var, siège du principal état-major allemand de Provence les résistants de la 2ème des FTPF, aidés par des gendarmes libèrent la ville, malgré l'encerclement par les allemands, font prisonniers de nombreux allemands dont le commandement et mettent en place un CLL. Le lendemain, Barjols est libéré après combat par la Résistance, les troupes américaines arrivent à Draguignan.....

L'avancée des troupes est rapide. Du 15 au 21 août, l'essentiel du département passe sous le contrôle des troupes américaines et de la Résistance locale. A partir du 19, les Alliés prennent la direction des Alpes maritimes et du nord (vers Aix et Avignon et la vallée du Rhône), les hommes de l'armée B du général de Lattre de Tassigny sont chargés de la libération de Toulon et Marseille, deux ports en eaux profondes dont la possession revêt une énorme importance pour la suite du débarquement.

Le camp retranché allemand, de Hyères à La Seyne/St Mandrier/Ollioules, comptait autour de 20 000 soldats à qui Hitler

LA BATAILLE DE TOULON :

avait donné l'ordre de se battre jusqu'à la dernière cartouche avec l'objectif de créer une poche de résistance comme celles qui ont tenu jusqu'en avril 45 sur la côte de l'Atlantique.

La bataille de Toulon, la plus difficile et la plus meurtrière des batailles de la campagne de Provence, commence le 20 avec les combats pour la libération de Hyères et de sa région qui dureront jusqu'au 22 août. Ils constituent une des phases les plus dures de la bataille de Toulon. Le maquis Vallier, descendu du

Haut-Var assura la libération de la presqu'île de Giens. Au total, près de 300 soldats de l'armée B et une dizaine de résistants perdront la vie autour de Hyères.

Les hommes d'une division d'infanterie algérienne contournent le camp retranché pour l'encercler ou bien s'infiltrer, guidés par des résistants, par les massifs du nord de Toulon et le Revest jusque dans la vallée de Dardennes et dans les quartiers nord-ouest de la ville. Dans Toulon même, dévastée par les bombardements subis depuis novembre 1943, la Résistance, avec ses maigres moyens, engage le combat au centre et dans ses faubourgs de l'Est (Brunet, Saint-Jean-du-Var) et de l'Ouest (entre Les Routes et Le Pont-du-Las) avant l'arrivée des troupes débarquées. Les premières escarmouches ont lieu le 19, mais c'est à partir du 21 août qu'elles se développent. Il s'agit de gêner les mouvements des troupes allemandes, notamment entre l'arsenal maritime, l'arsenal de terre et les forts situés dans les faubourgs et à la périphérie, mais aussi de perturber les liaisons en direction de Marseille. Le capitaine Salvatori alias Savary, chef départemental CFL (Corps

... Une libération plus rapide que prévue...

francs de la Libération) installe son poste de commandement au 5 place de la Liberté, à proximité du boulevard de Strasbourg, axe central de la ville. Un groupe de FTP a investi le lycée (actuel collège Peiresc) à côté de la place Noël Blache, plaque tournante du secteur. Policiers, vétérans de la Marine engagés dans les CFL, éléments des FTP et des Milices patriotiques font ainsi le coup de feu jusqu'à l'arrivée des premiers éléments de l'Armée B le 23 août sur la place de la Liberté. Entre le 24 et le 27 août, la bataille se concentre autour des forts de la ville (Sainte-Marguerite, Lamalgue, Fort rouge, Sainte-Catherine, Artigues), des arsenaux de terre et du Mourillon, des défenses de l'arsenal maritime (notamment le fort de Malbousquet). À l'extérieur de la ville, elle se prolonge par la prise de La Seyne-Six-Fours, où plusieurs forts et batteries tardent à se rendre. Elle se termine par la presqu'île de Saint-Mandrier où s'était retranché l'amiral Ruhfus, commandant la place de Toulon, qui fait déposer les armes à ses 1 800 marins, le 28 au matin. Toulon et ses environs sont libérés !!! Des combats comparables se déroulent simultanément dans Marseille où, sous la pression des communistes et de la CGT qui appelle à la grève générale insurrectionnelle, le CDL a lancé le mot d'ordre d'insurrection le 19. En dépit de la faiblesse de l'armement, malgré les divisions, c'est dans une ville « debout » que les hommes de l'armée de De Lattre pénètrent le 23 deux jours après que la Résistance se soit emparée

La résistance varoise et le débarquement de Provence - 6

de la préfecture pour y installer le CDL. Plus d'une centaine de résistants et un millier de soldats réguliers (marocains pour la moitié) ont trouvé la mort dans les combats de Marseille, libérée le même jour sur Toulon. Une libération plus rapide que prévue puisqu'elle était prévue à J + 20 de Toulon et j+40 pour Marseille. Certes la destruction des quais et des ouvrages d'art, minés au préalable, ne peut être évitée, sauf ponctuellement, ni à Toulon, ni à Marseille, mais, du moins aucun des deux ports ne peut être transformé en « poche » comme sur l'Atlantique. Pour de nombreux historiens, militairement parlant, la libération de Toulon et Marseille a été plus importante que celle de Paris, mais elles ont joué un rôle crucial dans la participation des Français à leur propre libération, même s'il ne s'agit pas ici de gommer le rôle essentiel joué par les Alliés et les soldats de l'armée française qui ont aussi payé un lourd tribut à la Libération de la Provence. Les résistants varois ont participé activement à cette opération, avec environ 12 000 à 15 000 hommes- l'équivalent d'une division- répartis dans une centaine de guérillas. **Ils ont contribué à la capture de près de 4000 prisonniers et ont subi environ un millier de pertes (tués et blessés)(3).** Nombreux seront les Résistants à intégrer l'armée de De Lattre, formant ainsi un régiment de FFI, les maquisards du Golfe en forment l'ossature, d'où son nom de régiment des Maures. Ces maquisards mèneront le combat jusqu'en Allemagne, s'illustrant lors de plusieurs combats, en particulier dans la prise du mont Cenis.

Dès le 15 septembre, De Gaulle, alors président du gouvernement provisoire, se rendra à Toulon et Marseille et saluera notamment l'action de la Résistance.

Le général allemand Von Blaskowitz dira, après la défaite de ses troupes dans la vallée du Rhône: *« La Résistance était comme un essaim d'abeilles qui nous harcelait sans cesse et nous contraignait à modifier continuellement le plan de bataille initial ».*

Dans ses mémoires publiés en 1949, le général Eisenhower estimait que la Résistance sur tout le territoire national avait joué un rôle décisif dans la libération de la France et évaluait son action à celle de 15 divisions.

Le Général Marshall dira lui : *« La Résistance a dépassé toutes nos prévisions. C'est elle qui, en retardant l'arrivée des renforts allemands et en empêchant le regroupement des divisions ennemies à l'intérieur a assuré les succès de nos débarquements. Sans les troupes du maquis, tout était compromis »* Après la libération, le travail des Résistants n'est pas terminé. Leur tâche est de rétablir la démocratie. Forts de la légitimité acquise grâce à la

lutte clandestine et de leur action au nom du général De Gaulle, ils assurent le pouvoir dans les communes et le département. La Résistance issue pour l'essentiel de la gauche socialiste et communiste ou « simples républicains » est maîtresse du pouvoir local. Elle contrôle la préfecture et ses services, les comités de Libération, dont le CDL, les délégations municipales, la presse. Les Milices patriotiques de la CGT et d'autres éléments FFI fournissent les hommes chargés de la sécurité et assurent le maintien de l'ordre.

Environ 1 200 personnes accusées de collaboration sont internées, pour la plupart au camp de Bandol. Quelques exécutions sommaires se produisent dans les jours qui suivent la Libération (entre 24 et 29), s'ajoutant à celles qui ont eu lieu avant ou pendant (entre 73 et 86). Dès octobre 1944, les Cours de Justice de Toulon et Draguignan sont en place. Elles rendront 212 arrêts dont 29 condamnations à mort (10 suivies d'exécution).

La Résistance aura à affronter de nombreux problèmes : ravitaillement, remise en état des voies de communication et de la zone littorale, relogement notamment à Toulon.....

Les premières élections - municipales- marquant le retour à la démocratie seront organisées en avril/mai 1945 avec, pour la première fois, le droit de vote ouvert aux femmes.

Les résistants qui se présentent pour les partis SFIO-PCF-MRP seront généralement plébiscités. Dominent alors l'espoir et la volonté pour un grand nombre de mettre en place une nouvelle République, tournée vers la justice, la solidarité et soucieuse des intérêts collectifs.



15 août 1944 : le débarquement à Pompebonne

Sources:

- 1- Jean-Marie Guillon, thèse et différents écrits
 - 2- livre "COGOLIN - RESISTANCE", tome 2, réalisé par le comité ANACR de Cogolin-Grimaud en 1999, avec la collaboration de Georges Carlevan, spécialiste de la Résistance, livre donné à notre IHS par Madame Macario
 - 3- Rapport du lieutenant-colonel Lelaquet, chef des FFI du Var (Ministère des armées-Paris)
- Le Maïtron.fr
- Différents documents et archives personnels

L'actualité nous ramène à notre histoire sociale, nos conquies, nos luttes. La montée de l'extrême droite qui traverse toute la société doit nous faire réfléchir

Derrière cette réalité il y a la profondeur de la crise du système capitaliste. ils font le choix de la montée de l'autoritarisme, le néolibéralisme ne se contente pas de remettre en cause des conquies acquis souvent par des luttes âpres, Il privatise toute la société et même le travailleur, le citoyen. Ainsi la lutte de classe n'est pas un concept théorique, c'est du concret ; la CGT en est porteuse dans son essence. Le grand patronat, les possédants mènent une bataille idéologique de grande ampleur Notre IHS par ses recherches sur le passé du mouvement ouvrier, de la CGT, par ses ouvrages, ses conférences peut être un outil efficace à la disposition des militants dans les entreprises pour mieux appréhender les luttes d'aujourd'hui en déceler le sens pour s'émanciper du capitalisme.

Voici donc quelques propositions de conférences moments de l'éducatons populaires pour la prochaine période

4eme trimestre 2024

Conférence :

Du front populaire des années 1934 / 1937 au nouveau front populaire de 2024

L'intervention de la CGT

Premier trimestre 2025 :

colloque (En co-construction IHS CGT Var et INDECOSA CGT)

**LES FORCES DU TRAVAIL FACE AU DEFI ENVIRONNEMENTAL
ET LA CRISE DU CAPITALISME : quelle mobilisation pour concilier
besoins, production et consommation**

2eme trimestre 2025

Conférence

**D'autres critères de gestion
dans l'entreprise sans le capitalisme : Est-ce possible ?**

Après plusieurs années du lutte contre le groupe industriel Unilever, les salariés créent leur SCOP-TI

Au-delà de la forme d'entreprise quels sont après 10 d'existence les critère de gestion

L'humain au centre de leur entreprise, un autre modèle économique, les défis à relever...

L'association locale de l'ANACR présente à la journée d'étude sur le CNR



Jeanne Vaïsse

Présidente du
comité local de
l'Association
Nationale des
Anciens Combattants
et Amis de la Résistance
(A.N.A.C.R.)
sur La Seyne sur
Mer, Six Fours et
Saint Mandrier.

Créée par des résistants F.T.P.F. en 1945, l'A.N.A.C.R. s'est ensuite ouverte aux membres des autres mouvements de résistance, à l'image du Conseil National de la Résistance (C.N.R.).

L'association poursuivait alors 3 buts :

Défendre les droits des résistants.

Faire connaître le rôle de la Résistance dans l'Histoire de France.

Pérenniser la mémoire du combat des résistants contre les résurgences du fascisme, de la xénophobie et du racisme, pour la paix et faire vivre les valeurs démocratiques, sociales et humanistes du programme du C.N.R. à l'origine des avancées sociales d'après guerre attaquées depuis par tous les gouvernements.

Aujourd'hui nous faisons nôtres leurs objectifs et les faisons connaître auprès des plus jeunes (témoignages, expositions, conférences, visites mémorielles sur le plateau de Signes où nous emmenons chaque année une centaine d'élèves de 3ème ...) ou à la demande d'autres associations.

L'A.N.A.C.R. a également été à l'origine de la commémoration de la Journée Nationale de la Résistance le 27 mai, célébrée depuis 2013.

Blog de l'ANACR : <http://anacr-laseyne.eklablog.com/>

Fleur de barricade - d'Eric Dussart

(Notes de l'auteur)

FLOR DE BARRICADA

AUTRE TEMPS,
A LA CAMBRADA,
A GRELHAT.

DE CÒLA EN CÒLA,
DE COMBA EN COMBA,
A VIATJAT.

ENTRE FABRICAS
E BASTIDAS,
A PRES RACINA.

DINS LES CÒRS
E PER CARRIERAS,
A FLORIT.

DE SEMENAR
UN MONDE NOVÈU,
A PAS CAPITAT.

A LA BOTONIERA,
PER PAS L'OBLIDAR,
MON GRAND LA PORTAVA.

E IEU ENCUEI,
PER LO JOVENT QUE VÈN,
LA PÒRTI TANBEN.

(Traduction en français)

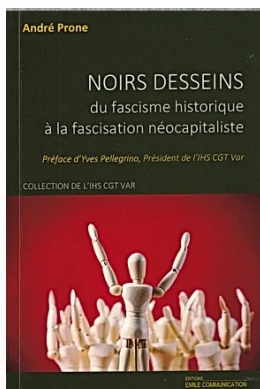
Autrefois,
à la chambrée,
elle a germé.
Par monts et par vaux,
elle a voyagé.
Entre fermes
et usines,
elle a pris racine.
Dans les cœurs
et dans les rues,
elle a fleuri.
D'ensemencer
un monde nouveau,
elle n'a pas réussi.
À la boutonnière,
pour ne pas l'oublier,
mon grand-père la portait.
Et moi aujourd'hui,
pour l'enfant qui vient,
je la porte aussi.

Auteur : Eric Dussart

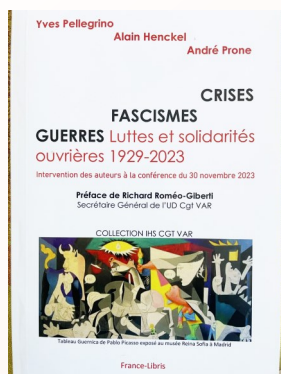
Scénario mot "Libertat"
www.ericdussart.blog 2021/04/07
les cercles un phénomène de sociabilité
et de démocratie participative en provenance

* Le titre du poème s'inspire du deuxième couplet de la chanson Libertat écrite en occitan provençal à la fin du XIXe siècle en référence à la *Commune de Marseille*, un mouvement insurrectionnel, fédéraliste et socialiste (au sens que ce mot avait à l'époque) qui, le 5 avril 1871, fut réprimé dans le sang par l'État français.

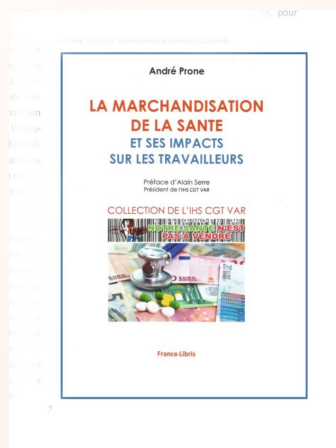
* Dans la 1^{ère} strophe du poème, le mot « cambrada » renvoie aux chambrées qui en Provence, au début du XIXe siècle, ont préfiguré ce que furent les cercles des travailleurs quelques années plus tard. À ce propos, voici ce qu'en dit une brochure publiée en 2016 par le réseau intercommunal « Pays d'Art et d'Histoire de la Provence Verte » : « Dans le département du Var, les chambrées se multiplient entre 1830-1848. Il en existe en moyenne six par communes, parfois dix. Leur succès est tel que dans certains villages, l'ensemble de la population masculine majeure adhère à l'une de ces sociétés. Ces réunions constituent des réseaux intéressants pour la propagation des idées révolutionnaires et républicaines. Des émissaires venus des grandes villes comme Marseille, Toulon, Draguignan, assistent aux réunions et proposent la lecture et le commentaire des journaux. Dans la première moitié du XIXe siècle, les chambrées se réunissent chez des particuliers, plutôt à l'étage, à l'abri des regards. Suite à l'insurrection varoise de 1851, le Second Empire s'efforce de les interdire. N'y parvenant pas, il tente alors de les contrôler en leur imposant des règles. C'est ainsi que le lieu et la fréquence des assemblées ainsi que la liste des participants doivent être désormais déclarés en Préfecture. Progressivement, ces mesures conduisent à une sédentarisation qui amène à confondre l'assemblée avec le bâtiment qui l'accueille. La chambrée, réunion informelle et privée, disparaît au profit d'une forme plus institutionnelle : le cercle ».



6€



3€



3€



4€



4€



5€



3€

N'oubliez pas votre cotisation ou adhésion 2024



« Celui qui voudra s'en tenir au présent,
à l'actuel ne comprendra pas l'actuel »
Jules Michelet



Individuelle : 12€ Syndicats : à partir de 15 €



Luttes et Mémoire du Var

Bulletin d'abonnement et d'adhésion individuelle

NOM : PRNOM.....

ADRESSE :

AU CHOIX : (merci de cocher une case) Adhésion seule : ☐ 12 € Abonnement annuel 4 numéros : 8 € ☐

Adhésion et abonnement annuel 4 numéros : ☐ 20 €

A retourner à : l'IHS CGT Var Bourse du travail 13 avenue Amiral Collet 83130 Toulon Tel : 04 94 18 94 50